#

EXPOSÉ

SUR LES

Congrès pour la Nomenclature Botanique

ET

Six Propositions pour le Congrès de Paris en 1900

PAR

le Dr **Otto KUNTZE**

En 1866, à Londres, au Congrès international de botanique, il fut résolu que le Congrès suivant s'occuperait des Lois de la nomenclature botanique. La Société botanique de France pria M. Alphonse de Candolle de préparer immédiatement ces Lois, qui furent modifiées et acceptées au Congrès de botanique de 1867 à Paris. Ainsi furent créées pour la première fois des lois qu'on appelle généralement le *Code parisien* et dont M. Alph. de Candolle fut nommé le père, la Société botanique de France la mère.

En mai 1891, un nouveau secrétaire, actuellement secrétaire perpétuel (?) de la Société botanique de France, M. E. Malinvaud (voyez *Bull. Soc. Fr.* 1891, p. LXXIX), écrivit très justement :

« Nous déclarons, en terminant, que si les règles formulées par le Congrès de 1867 devaient être revisées, elles ne le seraient régulièrement que par un nouveau Congrès international offrant, par son *mode de convocation* et sa composition, les garanties de compétence de la première assemblée. Une loi ne peut être valablement réformée que par un corps législatif possédant les mêmes attributions que celui qui l'a faite. »

Par l'application du Code parisien au système complet des plantes dans ma *Revisio generum* (1891—1898 en 4 volumes), il ressortait que ce Code contenait beaucoup de lacunes, de sorte que je lui ai ajouté dans le *Codex emendatus* ± 100 amendements, dans lesquels sont incluses toutes les propositions des autres botanistes, si elles étaient utiles et en rapport avec le Code de 1867.

Le Congrès de Gênes en 1892 s'occupa de la réforme du Code, mais ses résolutions n'étaient pas en rapport avec le Code et ne furent pas respectées ; il refusa de s'occuper d'un *Index inhonestans* nominum generum, et en laissa le soin à une Commission internationale mort-née qui fit banqueroute jusqu'à ce qu'elle fût rétablie par les deux professeurs berlinois, MM. Ascherson und Engler. De plus, le Congrès de Gênes n'étant pas chargé de cette réforme par un Congrès précédent, n'avait pas la compétence, ni par sa convocation, ni par des préparatifs pour les questions ; il était un *Congrès négligeable* !

Le Congrès international botanique de Madison (U. S. A.) en 1893 me remerciait par résolution pour mes documents de la nomenclature botanique, mais se déclarait incompetent pour d'autres décisions, parce qu'il n'était pas suffisamment fréquenté par des étrangers.

Les botanistes de la Wiener-Naturforscherversammlung (Assemblée des botanistes allemands et autrichiens à Vienne) refusèrent l'approbation de la deuxième série de propositions faites par MM. Ascherson et Engler, parce qu'elle n'était pas en rapport avec le Code parisien. C'était un refus que j'avais proposé par circulaire, cette assemblée n'étant pas compétente.

En 1895, le projet d'un Congrès partial à Berlin fut évité par mon article dans le *Oesterreich. botan. Zeitschrift* 1895, p. 181—186.

En mars 1896 la Société botanique de France fut invitée par ma circulaire (voyez *Rev. gen.* III^e : 25—28 de l'introduction) à faire des préparatifs internationaux et de longue durée pour un Congrès compétent à Paris en 1900. C'était son secrétaire général, M. Malinvaud lui-même, qui m'avait écrit auparavant (l. c. 14) ainsi qu'à M. le Dr John Briquet dans son projet de revision du Code parisien :

« Je crois, comme vous, qu'avant d'être soumises à l'approbation d'un Congrès les propositions diverses sur la matière devraient être examinées et discutées par une commission d'hommes qualifiés pour cette tâche, qui prépareraient des rapports sur les points douteux et arrêteraient le texte d'un *Codex* plus ou moins *emendatus* relativement à celui promulgué en 1867. »

« Au surplus, la marche que vous recommandez dans *votre article 70* peut être adoptée ou servir de base à des propositions dans le même sens. Vous montrez un juste souci que l'œuvre dont il s'agit soit très soigneusement élaborée, avec toutes les garanties de discussion loyale et approfondie, et cette préoccupation de votre part est des plus honorables. »

« La rédaction d'un Rapport général, coordonnant et résumant les Rapports particuliers auxquels il servirait d'introduction, pourrait être confiée à un savant désigné par ses travaux précédents pour cette élaboration, par exemple M. Otto Kuntze, auquel, sans partager toutes ses idées, on ne saurait refuser le mérite de s'être livré à un travail opiniâtre et consciencieux concernant les lois de la nomenclature. »

Ce rapport général, coordonnant et résumant les propositions faites jusqu'à présent se trouve déjà exposé dans les motifs pour mon *Codex emendatus*; à mon opinion, il est juste et nécessaire qu'il forme la base des délibérations futures; juste et même légal parce que toutes *Meliorationes* (dans le droit des domaines par exemple) *necessariæ* dans le temps jusqu'à l'approbation officielle — dans ce cas de 1867—1905 du moins dans 38 années — sont honorables. Les frais des améliorations nécessaires sont à restituer, si l'auteur de ces améliorations est forcé d'y renoncer. En outre, il y a des *Meliorationes utiles* qui, d'après ce droit, seront aussi honorables et auront toujours la priorité sur d'autres améliorations utiles; car on ne peut pas les remplacer arbitrairement. Ce ne sont que les *Meliorationes voluptuariæ* qu'on pourrait retirer. Mais les *Deteriorationes* sont toujours à retirer et leurs frais (*Impensæ*) ne sont pas à restituer d'après le droit des domaines. En vérité, y a-t-il peut-être un autre auteur après Alphonse de Candolle qui ait autant ou même approximativement cultivé le domaine de la nomenclature botanique que moi? On pourrait nommer aussi cela le droit de l'ordre évolutionnaire, qui donne sans doute un **Jus quæsitum** aux améliorations nécessaires et utiles. Il pourrait même se faire que de futurs Congrès compétents ne soient plus possibles; alors mon *Codex emendatus* reste le rocher de bronze contre lequel viendraient échouer tous les Congrès négligeables et la grande masse bigarrée des révolutionnaires et anarchistes nomenclatoires en botanique.

Plus tard M. Malinvaud changea de nouveau d'opinion, il fut l'ennemi du Code parisien, en voulant le priver de sa base: *Lex prioritatis* (voyez *Rev. gen.* l. c. 29—30) et lui, soit la Société botanique de France, négligea de faire les préparatifs nécessaires pour la revision du Code parisien.

Comme il faudra s'attendre à ce que les botanistes français soient en majorité de 80-90 % au Congrès de 1900 à Paris — si l'on ne tient compte que des congressistes présents¹ — je proposais, dans le *Journal of botany* de Janvier 1900 et dans le *Deutsche botanische Monatschrift* de mars 1900 :

1) De réinstituer des Congrès réguliers ou intermittents avec l'élection de l'endroit du congrès suivant et de deux directeurs préparatoires.

2) Il est attribué de droit aux membres du Congrès n'appartenant pas au pays où le Congrès est institué, des places réservées dans les premiers rangs.

3) En cas de votation, les dits membres jouissent également du droit de compter l'ensemble de leurs votes pour les deux tiers des membres présents; de sorte que les votes des membres de la nation invitante seront calculés pour le tiers restant.

Il nous faut réformer les Congrès, afin qu'on ne les néglige plus et qu'ils deviennent réellement internationaux et même arbitraux.

Les deux dernières propositions, qui devaient servir de modèle même dans les Congrès futurs, furent envoyées par moi avec une circulaire à M. le Président de la Commission d'organisation du Congrès de botanique d'octobre 1900 à Paris, M. le sénateur E. Prillieux.

Les conséquences de cette circulaire, que j'avais aussi envoyée à MM. les professeurs R. von Wettstein, directeur du Jardin botanique, etc. à Vienne, et Karl Fritsch, alors secrétaire-général de la Société zoologique-botanique à Vienne en Autriche, avec des lettres encourageantes, furent les suivantes :

1) M. le sénateur Prillieux déclara dans sa réponse du 28 mars 1900 : *J'ai été nommé en mon absence Président de la Commission du Congrès de Botanique et il m'est impossible d'en exercer les fonctions.* — C'est

¹ Car le programme admet aussi des congressistes absents pour recevoir les publications du Congrès; mais les congressistes absents ont aussi, d'après le programme, le droit de faire de nouvelles propositions sur des questions d'ordre général ou international; ce que je fais ici, parce que je ne peux pas être présent au Congrès et que je ne veux pas me soumettre là à une majorité locale révolutionnaire sous l'influence de M. Malinvaud contre l'ordre international basé sur le Code parisien. Le Congrès de Paris restera aussi négligeable, parce qu'il ne possède pas les mêmes attributions que celui de 1867, ni une convocation du Congrès précédent, ni les préparatifs nécessaires pour des questions de nomenclature. Mais le Congrès botanique de 1900, de *négligeable* qu'il sera, peut devenir un Congrès *réconciliant*, s'il suit nos nouvelles propositions.

AIX-LA-CHAPELLE, 22 Septembre 1900.

Mon Exposé avec les 6 propositions pour le Congrès botanique de Paris en Octobre 1900 fut imprimé et expédié en Août à Genève avant que quelques opinions du petit nombre d'autorités invitées dans ce but fussent arrivées, les invités étant absents à cause des vacances. Maintenant il me faut ajouter ce que suit.

Monsieur le professeur *Cogniaux*, le célèbre monographe des Cucurbitacées, Melastomacées, Orchidacées, m'a écrit:

„Je vous autorise bien volontiers à mettre ma signature sous vos cinq propositions, et aussi sous la sixième. J'admire la persistance avec laquelle vous défendez la cause de la bonne nomenclature botanique. J'approuve beaucoup l'idée de faire discuter la nomenclature dans un prochain Congrès (ce serait la question la plus urgente à mettre à l'ordre du jour) mais surtout de ne donner *voir délibérative* qu'à des délégués *compétents* désignés à l'avance comme vous l'indiquez. Habituellement dans les Congrès les 19/20 des membres au moins, sont des *amateurs* qui n'ont pas la moindre compétence dans ces questions.“

Outre les six autorités déjà nommées les suivantes ont encore signé ou recommandé toutes mes propositions:

Prof. COGNIAUX (Verviers).

Prof. FÜNFSTÜCK (Stuttgart).

Prof. LEIMBACH (Arnstadt).

Prof. CARL MÜLLER (Charlottenburg-Berlin).

Die botanische Section der Naturforscher-Versammlung zu Aachen nahm am 20. September 1900 folgenden Antrag an: Die Wahl *Wien* zum nächsten botanischen Congressort für 1905 zur Regelung der Nomenclatur-Gesetzgebung und die der Herren Professoren *von Wettstein* und *Wiesner* als vorbereitende Vorsitzende, bei dem Pariser internationalen Congress nachdrücklich zu befürworten.

Dr. Otto Kuntze.

donc une petite comédie, dont M. Malinvaud pourrait peut-être nous dire le nom du directeur réel.

2) La Commission pour le Congrès de Botanique élaborera un autre programme du 20 avril 1900 (le premier se trouvant dans le *Journal de botanique* de décembre 1899), avec trois questions de nomenclature :

a) N° 13 du programme : Périodicité des congrès internationaux de botanique. — C'est ma proposition.

b) N° 8 du programme : Etablissement de la nomenclature phytogéographique par M. Flahault. — Ça ne touche pas le Code parisien, c'est une question géographique, non systématique des plantes. Cette question, en outre, n'est pas encore mûre, on ne peut en tenir des pourparlers aux Congrès et autoriser un autre Congrès d'en faire des préparatifs internationaux pour les résolutions valables.

c) N° 9 du programme : Etablissement d'un organe périodique international destiné à la publication des noms nouveaux pour la science botanique, afin d'éviter dans la mesure du possible la multiplicité des synonymes. — *C'est un essai de détrôner le Code parisien par un Index dishonestans nominum periodicus !* « Des noms nouveaux » ne signifient pas de nouvelles espèces ou de nouveaux genres pour lesquels on n'emploie pas un *Index dishonestans*, mais cela signifie des noms de priorité renouvelés d'après le Code parisien ! C'est la manière de M. Le Jolis, dont M. Malinvaud est le disciple presque unique entre tous les botanistes, sur la manière de regarder de tels noms légaux comme nouveaux, en donnant la citation de *l'auteur renouvelant* au lieu de *l'auteur réel*, qui possède la priorité, par exemple pour *Neodiatoma* Kanitz, *Cystopleura* Bréb., *Ceramianthemum* Donati, *Acetabulum* Ludw., *Baillouviana* Adans., il a toujours écrit faussement OK., au lieu des auteurs anciens. C'est une de ses extravagances illégales, que j'ai déjà dignement caractérisées dans le *Journal de botanique*, 1899. Mais appeler une matière nouvelle qui est légitime et vieille et *seulement nouvelle pour des ignorants*, ce serait du charlatanisme tout à fait indigne d'un Congrès. Déjà au Congrès de Gênes, qui était de composition plus internationale, l'*Index dishonestans* de MM. Ascherson et Engler ne fut pas accepté, parce que c'était un remède malhonnête. Maintenant, on voudrait de plus introduire un organe périodique pour ce but, par un Congrès partial, dit international pour les besoins de l'Exposition universelle de Paris ! On y pourrait en effet facilement créer un tel organe pour la commodité des botanistes floristes français, qui auront là une majorité de 80-90 %. Ou veut-on peut-être prendre pour direction les œuvres de M. Henri

Baillon, auteur plus connu et estimé hors de France que par les floristes français ? Eh bien, M. Baillon avait accepté, dans les derniers volumes de son *Histoire des Plantes*, 70 % de la nomenclature réformée dans ma *Revisio generum* d'après le Code parisien.

Où veut-on prendre pour direction du nouvel organe l'*Index Kewensis*, qui est précieux par ses citations des publications pour chaque nom, mais contient tant d'erreurs ? Ou est-ce qu'on veut prendre pour direction le *Torrey Club List* de New-York, suivi par beaucoup de botanistes américains, quoique réellement en banqueroute. D'après les règles spécialement américaines et contre le Code parisien, cinq cents noms de genres et vingt-deux mille noms d'espèces au moins sont encore à changer.

Où veut-on prendre pour direction les *Natürliche Pflanzenfamilien* de M. Engler, qui fait ou laisse faire périodiquement par son factotum, professeur Schumann et d'autres, des règles nomenclatoires qui ne sont pas d'accord avec le Code parisien ; règles que lui-même observe à peine, et par conséquent que l'on ne peut plus prendre au sérieux. De plus, son grand œuvre n'est pas seulement demi-sérieux, il n'est encore que demi-scientifique. Voilà que M. le directeur Tom von Post et moi avons trouvé par la revision du registre de son chef-d'œuvre (Voyez *Allgemeine deutsche botanische Zeitschrift*, nos 6-9 de 1900) :

Indications fausses pour genres n'appartenant pas à la famille nommée	121
Fautes de registration pour les noms de famille	40
Fautes de citation d'auteurs pour les noms de genres	693
Changement des désinences pour les noms des genres	152
Noms de genre non registrés	320
Indications fausses sur la validité des noms de genre contraire à son dernier changement de ces noms	365
Pour les noms des sous-genres et sections : non registrés	± 1550
fausse citation de leurs auteurs	± 2200
faux noms de sous-genres	± 1100
Noms de genres valables manquants, qui existent dans le Kew Index	163
Noms de genres valables manquants, qui existent dans les œuvres d'autres auteurs	59
Noms faux pour les familles des Phanérogames	53
Noms faux pour les genres du système entier	940
Noms faux pour les tribus	68

etc., etc., en somme, sans les noms faux des espèces, déjà 9315 fautes. Ce n'est pas une œuvre modèle.

Où voulez-vous prendre pour direction la manière de M. le prof. Robinson et de la petite partie « conservatrice » des botanistes américains. Ils ont proposé (voyez *Rev. gen. pl.* III^u, p. 153 de l'introduction ; *The Botanical Gazette*, 1899, p. 221 ; *Botan. Centralblatt*, LXXIX, p. 409, où je l'appelai « *Disordo confusa* ») un « Rule at discretion » de retenir les noms depuis longtemps en usage et de se diriger pour ce but d'après les œuvres de Bentham, Hooker, Baillon, Engler. Un « Rule at discretion » = règle à bon plaisir est une *Contradictio in adjecto* et les différences de la nomenclature entre les trois œuvres susdites sont si grandes et les œuvres mêmes sont en partie si arbitraires, que cette *Disordo confusa* ne peut pas être praticable.

Je ne sais pas ce qui serait plus dangereux pour l'ordre international : la partie conservatrice des botanistes américains sans aucune loi, ou la partie trop progressiste avec des lois particulières, qui ne valent rien. Toutes les deux doivent se réunir sous le Code parisien.

M. Alph. de Candolle écrivit (voir *Journal de botanique*, 1897, p. 78) : « L'obstacle causé par un nom habituel (= longtemps en usage) contraire aux règles est un peu comme ces tambours de papier que les hommes traversent dans les hippodromes. » Beaucoup d'autorités ont protesté contre l'application du terme *usage* que l'on ne peut définir légalement. Par exemple M. Roscoe Pound écrivit (voyez *Rev. gen.* I. c. p. 21) : « Il faut encore décider ce qu'on doit entendre par *usage* d'un nom. Si un nom paraît dans un ouvrage de grande circulation, on peut présumer qu'il était plus ou moins en usage. Combien d'autres ouvrages doivent le citer pour rendre ce nom valide ? Et faut-il qu'il soit cité avec approbation, ou bien une citation en synonyme et sans commentaire suffira-t-elle ? A quelle sorte d'ouvrage faut-il se référer pour être certain qu'un nom est usité ? Les noms employés dans des catalogues ou des listes imprimées sont-ils usités ? Si un auteur publie deux livres, l'un cinq ans, par exemple, après l'autre et cite ses propres noms, si l'un de ses livres est atteint par la prescription, les noms qu'il cite de lui-même sont-ils en usage ? Ou faut-il qu'un autre auteur les ait employés ? Le champ laissé aux excentricités individuelles dans l'application de cette règle est trop vaste pour que la règle soit pratique. »

Il n'y a pas de doute que la proposition Ilua venille retenir les noms en usage chez les botanistes floristes français, mais comment faire cela internationalement ? Eh bien, on pourrait peut-être éclaircir sa proposi-

tion dans ce sens: « Au cas où un genre possède deux ou plusieurs noms en usage, une commission internationale nouvelle aura à décider chaque cas par le sort (jouer aux dés, par exemple), fonction laissée au directeur d'un nouvel organe. » Mais l'application du Code parisien suffira pour l'ordre légitime. Ce Code doit supprimer ou dompter l'arbitraire des grandes et petites autorités et de chaque *Exlex*; c'est possible parce que leurs noms arbitraires tombent par le Code dans la synonymie.

J'ai démontré dans le *Botan. Centralblatt*, LXXIX, p. 409-412, qu'il y a 10-14 espèces très différentes de désordre nomenclatoire outre les *Exleges* qui n'observent aucune règle et qui sont regrettablement en majorité. Eh bien, quelle sera l'espèce de désordre qui servira de direction au nouvel *Index inhonestans periodicus*? Car il faut se décider pour quelque principe, si ce n'est pas le Code parisien avec le droit de priorité.

Je ne peux pas croire que M. Hua soit l'inventeur de cette proposition horrible, qui ridiculise le Congrès de botanique, et j'espère qu'il la retirera et la retournera à son ou ses inventeurs. Cette proposition est un attentat contre le Code parisien du Congrès compétent de 1867 et je conteste au Congrès pas du tout compétent de 1900 le droit d'accepter toute résolution affirmative pour cette proposition.

Ce qui nous manque au lieu d'un *Index inhonestans* pour la commodité de la majorité des botanistes, qui ne peuvent acheter les œuvres fondamentales si coûteuses — telles que *Index Kewensis*, Baillon *Histoire des plantes*, ma *Revisio generum*, les *N. Pflanzenfamilien* — c'est un petit Lexicon à très bon marché avec la nomenclature réformée d'après le Code parisien, qui contienne le meilleur des œuvres citées. Un tel Lexicon est préparé à Upsala par M. Tom von Post, dont je connais bien l'exactitude, et paraîtra probablement déjà en 1901. On ne peut pas attendre jusqu'à ce qu'un Congrès parfaitement compétent se réunisse. Si l'on voulait attendre jusque là, chaque travail systématique serait suspendu *ad calendas græcas*. Cette œuvre aura le titre *Lexicon generum phanerogamarum inde ab anno MDCCXXXVII cum nomenclatura legitima internationali etc.* Il contiendra tous les noms valables et synonymiques des genres et sous-genres et leurs identifications, excepté les noms à pluriel. Si le Congrès de botanique à Paris de 1900 *négligeable maintenant* d'après son institution devenait un Congrès *réconciliant* et voulait bien recommander un tel Lexicon sur la base du Code parisien, alors il se trouvera un libraire-éditeur qui le fournira pour huit à dix francs. Il servirait pour la grande masse des botanistes et jardiniers pour s'entendre sur le nom légal de chaque genre, auquel chacun pourrait ajouter les noms spécifiques

usuels; il servirait sans doute pour substituer au terrible chaos nomenclatoire l'harmonie internationale dans la nomenclature botanique.

Si l'on veut l'ordre, c'est le premier devoir de se soumettre à l'ordre seul existant, mais si l'on accepte quelque proposition révolutionnaire, chaque autre Congrès peut annuler le précédent.

3) Le rédacteur de l'*Oesterreich. Botanische Zeitschrift*, M. R. von Wettstein, écrivit en 1900, quant à la proposition de mon article et de la circulaire (page 249) à la Commission pour le Congrès de Botanique : que mes propositions 2 et 3 ne seraient pas nécessaires pour le Congrès de 1900, parce qu'il n'a pas du tout le droit d'accepter des résolutions de nomenclature qui seraient obligatoires aux botanistes, puisque les préparatifs nécessaires manquent à ce Congrès.

4) *l. c.*, page 225-226, est publiée la lettre que la Société zoologique-botanique de Vienne en Autriche a adressé à « Monsieur le Président de la Commission d'organisation du Congrès international de botanique à Paris ».

Honoré Monsieur le Président,

« La Société impériale et royale zoologique-botanique à Vienne est persuadée de parler au nom de la grande majorité des botanistes autrichiens en priant la présidence de la Commission de l'organisation du Congrès international de Botanique de cette année, que le Congrès use de son influence pour organiser définitivement la question de la nomenclature botanique. »

« La société soussignée est de l'opinion que ce Congrès international à Paris n'est pas compétent pour trancher la question de la nomenclature par l'acceptation de n'importe quelle règle nomenclatoire ou *d'un Index nominum*, parce que, pour ce but, il fallait avoir fait des préparatifs nécessaires. »

« Mais le Congrès international de Paris pourrait bien mériter de la nomenclature, en fixant pour plus tard (peut-être en 1905) la convocation d'un autre Congrès international de botanique qui inscrirait en même temps sur son ordre du jour la résolution de la question de la nomenclature. »

« A l'occasion de la convocation d'un nouveau Congrès, il serait bien précieux de pouvoir fixer les conditions à remplir, afin que n'importe quelle proposition faite au Congrès futur soit prise en considération et acceptée éventuellement. »

Vienne (Autriche), 1^{er} mai 1900.

Die K. K. zoologisch-botanische Gesellschaft in Wien.

5) Dans l'*Oesterreich. botan. Zeitschrift* de septembre 1900, M. R. von Wettstein publiera les conditions restreintes et motivées, suivant lesquelles il voudrait essayer d'inaugurer un tel Congrès en 1905 à Vienne.

Il a bien voulu mettre à ma disposition et à celle de M. Casimir de Candolle des épreuves de l'imprimerie de sa publication en septembre, et M. Buser a eu la bonté de traduire ce qui suit :

Ses propositions sont les suivantes ¹ :

1) Le Congrès de Paris statuera qu'un Congrès botanique international aura lieu dorénavant tous les cinq ans, respectivement tous les six ans (cela en prévision d'une future réunion à Paris) et que chaque Congrès désignera le lieu du Congrès subséquent, ainsi que les personnes chargées de son organisation.

2) Seront portés à l'ordre du jour du prochain Congrès (1905) la délibération et le règlement définitif de la question de la nomenclature botanique, sous la supposition, toutefois, que d'une consultation préalable il résulte que la majorité des botanistes des pays civilisés se déclare d'accord de reconnaître à ce Congrès la compétence en cette matière.

3) Cette consultation se fera au moyen d'un questionnaire adressé par les personnes chargées de l'organisation du prochain Congrès, et cela avant décembre 1900, aux académies principales ou aux associations équivalentes de chaque pays et en outre à la Société d'histoire naturelle représentant avec le plus d'autorité les botanistes regnicoles (par exemple : Deutsche botanische Gesellschaft, Zoologisch-botanische Gesellschaft à Vienne, Société botanique de France, Soc. roy. de Bot. de Belgique, etc.).

En comptant les réponses, chaque académie, respectivement société analogue, aura une voix et chacune des sociétés susdites aura une voix pour chaque centaine de sociétaires, ainsi que pour chaque fraction de cent.

4) Au cas où, ainsi consultés, la plupart des botanistes se déclarent prêts d'accorder cette compétence au prochain Congrès botanique, le dispositif suivant, soumis en même temps que la question principale (voir sub 3) à la consultation préalable, en réglerait l'organisation et la mise en scène, en tant que cela concerne la question de la nomenclature.

a) Le Code de Paris de 1867 (Lois de la nomenclature botanique) servira de base pour les débats. Par conséquent, toutes les motions sont

¹ Je tiens à ne pas passer sous silence qu'en préparant ces propositions, je convertissais plusieurs incitations émanant de correspondance avec M. le prof. Dr C. Fritsch et le Dr Otto Kuntze.

à présenter, sous forme d'articles additionnels ou de modifications, et leur utilité, respectivement leur inconvénient au cas de la suppression visée d'un article, devrait être motivée et cela autant qu'objectivement possible statistiquement.

b) Toutes les motions soumises au Congrès doivent être remises au Comité d'organisation au moins trois ans avant la réunion du Congrès et en au moins 100 tirages imprimés pourvus des motifs mentionnés sub *a*.

c) Le Comité d'organisation sera chargé de transmettre les motions et autant que possible une rédaction synoptique des motions, et cela deux ans au moins avant la réunion du Congrès, aux académies et associations mentionnées sous 3), ainsi qu'aux auteurs des motions mentionnées sous 4 *a* et 4 *b*.

En même temps il lancera les invitations pour le Congrès et invitera les académies et sociétés à désigner les délégués. Un communiqué à ce sujet sera remis aux périodiques botaniques les plus importants.

d) Dans les débats, tous les membres du Congrès auront voix *consultative*. N'auront voix *délibérative*, en cas de présence, que :

Les auteurs de motions, conformément aux §§ 4 *a* et *b*.

Les délégués des associations mentionnées sous 3, auxquels sera attribué le chiffre de voix précisé sous 3.

Les délégués de toutes les autres Sociétés botaniques, qui auront autant de voix que les associations mentionnées sous 3.

Les délégués doivent être sociétaires ; un sociétaire cependant peut réunir plusieurs voix.

e) Des propositions de modification remises après le terme fixé par l'alinéa 4 *b*, mais encore avant l'ouverture du Congrès, remplissant pour le reste les stipulations énoncées sous 4 *a* et 4 *b*, ont besoin, pour être adoptées, de réunir la majorité des deux tiers des votants. Des propositions déposées pendant les débats ne seront mises en discussion qu'un des jours postérieurs à leur dépôt et ont besoin, pour être adoptées, d'une majorité des deux tiers des votants, pourvu que l'assemblée se soit préalablement prononcée pour l'admission de ces propositions par une majorité des trois quarts des votants. —

On voit que c'est tout à fait une nouvelle manière de régler la chose par des académies et des sociétés botaniques. On ne peut pas dire que ces corporations étaient très actives jusqu'à présent pour les préparatifs des questions de nomenclature. Voilà ce que j'en sais. La Société botanique de France de 1867 fut la mère du Code parisien ; son secrétaire-général présent est l'ennemi le plus dangereux du Code parisien, et les

membres de la présidence changeaient chaque année sans expédier et patronner cette matière internationale.

L'Académie de Berlin a payé une somme pour la question de nomenclature à MM. Ascherson et Engler, mais ceux-ci échouèrent complètement et n'ont pas même donné quelque rapport publié à l'Académie sur cette matière.

The Botanical Club of the American Association for the Advancement of Science a accepté le 18 août 1893 des règles *privates* très nuisibles (voyez *Rev. gén.* III^{II}, §§ 29-30), à la suite desquelles il reste encore — comme je le disais déjà plus haut — à changer au moins cinq cents noms de genres et vingt-deux mille noms d'espèces. Cette association très importante et considérée n'est pas capable de retirer ces règles en banqueroute.

Les règles de la Kopenhagener Botaniker Conferenz et Washington Botanical Club étaient mort-nées, parce qu'elles n'étaient pas d'accord avec le Code parisien. (Voyez *Rev. gén.* III^I, l'indication du registre.)

C'est tout, c'est peu, ce n'est pas bon ! Mais les académies et les sociétés botaniques peuvent être le decorum et la centralisation des débats antérieurs des questions du Congrès ; une concentration préalable des opinions des botanistes de chaque pays, où on prendra en considération les propositions nouvelles avec la statistique nécessaire, les projets d'amendement et de rejet de quelque article du Code, toujours avec la statistique nécessaire, tant qu'il est possible dans la matière. La parole « *womöglich* » du texte allemand n'a pas ce sens, que ce soit mis sous la possibilité extérieure, personnelle ou d'occasion.

Il me semble nécessaire d'ajouter sous 4a après les mots Lois de nomenclature : (I.) *avec les amendements du Codex emendatus de Otto Kuntze*. Car cela conduirait plus facilement à bonne fin cette affaire difficile et les améliorations nécessaires et utiles du *Codex emendatus* sont *Jus quæsitum* (voyez p. 3). Alors, dans les académies et dans les sociétés on pourrait examiner ce qu'il y aurait peut-être à changer. Comme la preuve de l'utilité est déjà donnée dans les motifs imprimés, il serait juste qu'on donnât les contre-preuves pour quelque changement. Voyez par exemple *Rev. gen. pl.* III, 2, §§ 27, 28 et *Allgemeine bot. Zeitschrift*, Karlsruhe. 1899, p. 67—68 (*Le Monde des Plantes* 1899, p. 43—44 ; *Bulletin of the Torrey Botan. Club*, New-York p. 488—492 ; *Journal of Botany*, London 1900, p. 7—11 ; *The Botanical Gazette*, Chicago, mars 1899, p. 221—224) le grand profit de 1737 et le grand dommage de 1753 pour le commencement de la nomenclature des genres.

Il serait aussi désirable que (II.) *des propositions nouvelles fussent exprimées dans les quatre langues du Codex emendatus, française, allemande, anglaise, italienne*. Car le texte précis d'un article ne se trouve souvent que par la traduction dans les autres langues — je le sais par la grande expérience législative — et ce ne peut pas être de la compétence du président du Congrès de traduire les propositions dans les quatre langues nécessaires.

Les conditions sous 4e pourraient être plus rigoureuses, par exemple on pourrait ajouter : (III.) *de nouvelles propositions doivent être imprimées et mises un jour avant les débats entre les mains des congressistes*. Ainsi on évitera de plus des surprises pas permises dans la législation. L'article 4e doit être sévère. Car si l'on admet des propositions après le premier terme sub 4b, on prive dans les deux années antérieures au Congrès les autres botanistes de préparer statistiquement leurs objections. Mais, ce serait de s'en remettre aux décisions d'un Congrès compétent proposé pour 1905 ; le Congrès de Paris de 1900, s'il veut devenir conciliant, n'aurait alors à donner que ses avis et des recommandations.

Il sera aussi à recommander (IV.) que les directeurs chargés de la préparation du Congrès fassent préparer un *Codex brevis*, car le Code parisien de 1867 contient beaucoup d'articles qui ne sont pas nécessaires, il ne distingue pas bien entre les articles facultatifs et obligatoires ; augmenté par $\pm$ 100 amendements, il est devenu difficile et pourrait être rédigé plus clairement et bien plus brièvement. Si le Congrès de 1900 voulait recommander un *Codex brevis*, M. R. Wettstein, à Vienne, recevra peut-être les fonds nécessaires de son gouvernement pour l'effectuer.

Pour recevoir plus d'opinions sur ce nouveau mode d'un Congrès, ce manuscrit imprimé fut envoyé à quelques autres autorités qui ont pour part soussigné les propositions et donné des avis, de sorte que j'ajoute encore :

(V.) *La rédaction synoptique des motions de 4^e doit être élaborée par un Rapporteur qui est une autorité de législation botanique, non pas seulement une autorité systématique botanique* (voyez aussi page 3). L'expérience a montré qu'il y a beaucoup d'autorités botaniques qui ne possèdent pas des connaissances suffisantes des Lois de la nomenclature et qu'il y a même des autorités des plus grandes en systématique, qui sont des bousilleurs dans la nomenclature.

(VI.) *Les opinions différentes au Congrès de celles du Rapporteur de la rédaction synoptique ou du Codex brevis subiront deux débats pendant deux jours consécutifs*. Cela évitera des surprises accidentelles par

une majorité fortuite ou mal informée et cela pourrait corriger quelque faute possible d'un président.

L'attribution d'un vote à chaque auteur de motions selon les §§ 4^a et 4^b doit être une prime pour l'intelligence législative. Ainsi il nous faut éviter qu'on ne fasse des motions que pour recevoir le droit d'un vote. Il est aussi à craindre que les intelligents législatifs seront en grande minorité contre ceux qui n'ont pas démontré leur intelligence législative. Pour contrebalancer tout cela, on ajoutera à § 4^d al. 2 : (VII.) *Si la motion n'est pas nouvelle ou si elle ne fut pas acceptée par le Congrès, l'auteur perd son vote. Pour chaque motion nouvelle au Code parisien, l'auteur reçoit le droit d'un vote additionnel après l'acception de sa motion par le Congrès.*

Je résume l'exposé qui précède de la manière suivante :

Le Congrès botanique de 1900 n'est pas compétent pour des questions de nomenclature.

La question de compétence prime les trois questions de nomenclature contenues dans son programme et je propose de changer le programme comme suit :

Le premier jour du Congrès, il n'y aura pas de discussions sur ces questions, mais l'assemblée sera nantie dès ce jour de tous les avis, exposés et publications, concernant la nomenclature, précédemment reçus par la commission d'organisation, afin que les congressistes en soient préalablement informés.

Je demande ensuite de mettre à l'ordre du jour de la deuxième séance les propositions suivantes :

PROPOSITIONS

1) Etablissement de la nomenclature phytogéographique. — M. Flahault avec la résolution :

2) Renvoi de cette question à un futur Congrès compétent et nomination de deux directeurs provisoires chargés de l'organisation de ce Congrès international.

3) Choix des directeurs et de la localité où se tiendra ce Congrès.

Je propose que le Congrès ait lieu en 1905 à Vienne (Autriche) et que les directeurs provisoires soient :

M. le professeur Dr *Richard von Wettstein, Ritter von Westersheim,*

M. le professeur *Hofrath* Dr *Julius Wiesner*, en émettant le vœu que chaque Congrès futur désigne le lieu et l'époque du Congrès suivant, ainsi que les directeurs chargés de le préparer.

4) Le Congrès accepte les conditions de M. Richard von Wettstein pour régler et émender les Lois de la nomenclature botanique de 1867 et lui recommande de plus de faire préparer un *Codex brevis* en quatre langues et de prendre en considération les autres propositions de l'exposé de M. Otto Kuntze.

5) De refuser son adhésion à la neuvième proposition du programme, celle de M. Hua : Etablissement d'un organe périodique... des noms..., si elle est contraire aux Lois de 1867 et aux autres résolutions qui précèdent.

6) De recommander pour le maintien de l'ordre provisoire la publication à très bon marché d'un *Lexicon generum phanerogamarum inde ab anno MDCCXXXVII cum nomenclatura legitima internationali*.

Dr OTTO KUNTZE (San Remo).

Les soussignés recommandent les cinq premières propositions ci-dessus de M. Otto Kuntze (pages 14-15), et surtout l'élection de M. von Wettstein comme directeur d'un Congrès de nomenclature à Vienne en 1905.

Genève, 15 août 1900.

C. DE CANDOLLE.

Prof. L.-B. ROBINSON, Curator
of the Asa Gray Herbarium.

Prof.-Dr K. FRITSCH (Graz).

Les autres soussignés recommandent aussi la sixième proposition de M. Otto Kuntze comme très utile en présence du chaos qui existe dans la nomenclature botanique.

Dr J. BRIQUET (Genève).

Prof.-Dr HANS SCHINZ (Zürich).

Dir. Tom von POST (Upsala).